



# PRÉFET DE L'ARIÈGE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**PRÉFECTURE**  
**Direction de la coordination interministérielle  
et de l'appui territorial**  
**Bureau de l'appui territorial**  
**Cellule environnement**  
Affaire suivie par Sylviane REGALON  
Tél : 05 61 02 10 14  
Courriel : [pref-environnement@ariefge.gouv.fr](mailto:pref-environnement@ariefge.gouv.fr)

Foix, le **- 7 NOV. 2022**

**Procès-verbal de la réunion  
de la Commission départementale  
de la nature, des paysages et des sites  
formation «Carrières» du 12 octobre 2022**

Le 12 octobre 2022 à 10h, la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites formation «Carrières» s'est réunie à la préfecture de l'Ariège, salle Pierre Bayle, sous la présidence de M. Dominique FOSSAT, secrétaire général de la préfecture.

Après vérification, le quorum étant atteint, le Président ouvre la séance.

Etaient présents :

Mme Marie-Hélène GUILBAUD, DCIAT,  
M. Thierry CANDEBAT, chef du BAT  
Mme Sylviane RÉGALON, cellule environnement  
Mme Pauline APECHE, cellule environnement  
M. Jean-Christophe CID, conseiller départemental,  
M. Vladimir SÉRAFINOWICZ, UD- DREAL  
M. Henri DELRIEU, APRA - Le Chabot  
Mme Anne TISON, ANA – Conservatoire des Espaces Naturels  
M. Nicolas PUJOL, chambre d'agriculture  
M. Jérôme FRAYRE, UNICEM  
M. Laurent AUDOYE, FBTP 09 (Colas France)

Visioconférence :

M. Philippe MURO, Conseil Départemental – Aménagement urbain et déchets

Étaient excusés :

M. Christian LOUBET, maire de Luzenac  
M. Yannick JOUSSEAUME, maire de Montaut  
M. Fabrice MARTIN, entreprise GAIA

Mandat :

M. Nicolas TEISSEYRE, établissements RESCANIERES – mandat à M. Jérôme FRAYRE

L'ordre du jour porte sur le projet de Schéma Régional des Carrières d'Occitanie (SRC)

Le président précise que le SRC est un outil de planification à 12 ans, instauré par la loi « ALUR » du 24 mars de 2014. Ce document a vocation à se substituer aux schémas départementaux des carrières de la région Occitanie.

M. Thierry ROUSSET, DREAL Occitanie, présente le projet de schéma régional des carrières d'Occitanie (Annexe 1)

## Débat

M. DELRIEU fait part des observations de l'APRA-Le Chabot (Annexe 2). Il mentionne également l'avis défavorable du SCOT de la vallée de l'Ariège sur le projet de SRC, l'avis défavorable émis par la Communauté de Communes des Portes d'Ariège Pyrénées refusant sur son territoire toute nouvelle extension, renouvellement et création de carrières, et de plusieurs communes de la communauté de communes s'opposant à tout projet d'extraction sur leur territoire. Il regrette que ces avis ne soient pas évoqués dans le projet de SRC.

Le président estime effectivement dommageable que ces avis n'apparaissent pas dans le projet. De plus, il souhaite avoir des précisions sur les chiffres relatifs à la consommation par habitant dans la mesure où l'objectif semble supérieur à la moyenne nationale.

M. ROUSSET précise qu'effectivement qu'en règle assez générale, moins un département est peuplé plus la moyenne de consommation par habitant est élevée. La moyenne régionale est à 6,6 T/an/habitant et la moyenne de l'Ariège s'élève à 7,7T/an/habitant. Il rappelle toutefois que l'objectif du SRC est de maintenir la moyenne 2018 en 2031, en ressources primaires, pour éviter d'accentuer la pression sur le milieu naturel. De plus, il convient de noter que ce n'est pas le SRC qui conduit à mener les grands projets, il les prend seulement en compte dans les prévisions du besoin.

M. DELRIEU affirme que le remblayage des carrières est contraire au principe de valorisation des déchets car cela conduit à une perte de matériaux recyclables (béton concassé et réutilisé par exemple).

M. PUJOL s'interroge sur la participation de la chambre régionale d'agriculture aux différentes phases de consultation. M. ROUSSET indique que la CRA a été associée à différentes étapes de l'élaboration du SRC et est consultée sur le projet de schéma.

M. PUJOL souhaite également connaître l'état des demandes de renouvellement et d'extension à l'horizon 2031. Dans la mesure où les autorisations ont une durée de 30 ans, la DREAL a connaissance des dates d'extinction mais n'a aucune visibilité sur les éventuelles demandes qui pourraient intervenir d'ici 2031. M. SÉRAFINOWICZ précise qu'à ce jour, aucune demande n'a été déposée pour le département de l'Ariège. Le tableau fourni en annexe 3 rend compte de la durée de validité des autorisations délivrées aux carrières en exploitation en Ariège.

M. PUJOL, à l'instar de M. DELRIEU, regrette le grignotage des terres agricoles à fort potentiel et demande le maintien du moratoire existant sur le développement des carrières en Ariège comme prévu par le schéma départemental des carrières. Il souhaite une restitution et une remise en état des terres agricoles. Une expérimentation a été mise en place avec Denjean Granulats.

S'agissant de l'enfouissement des déchets, il convient de travailler davantage sur le recyclage.

Il constate que la plaine est parsemée de trous d'eau. Aussi, un travail est nécessaire sur le recyclage et le retour à la terre agricole mais aussi à la nature en tenant compte de la circulation de l'eau.

Mme TISON évoque l'objectif 3-5 « Préserver la biodiversité » du projet de SRC et regrette le peu de mesures ciblées et notamment l'absence de mention relative à la remise en état pour la biodiversité. Elle note que le tableau relatif à la détermination des enjeux comporte 3 niveaux et que la mesure 3-5-1 préconise d'encourager les exploitants à mettre en place un suivi écologique systématique pour toute nouvelle carrière ou pour le renouvellement ou l'extension d'une carrière existante, en zone à enjeu de niveau 2. Or, le rapport environnemental recommande l'extension de cette mesure aux zones d'enjeux de niveau 3.

M. ROUSSET souligne que le rapport environnemental établit un regard extérieur au schéma avec notamment un résumé de ses objectifs, les enjeux de sa mise en œuvre et ses incidences, pouvant proposer des indicateurs de suivi.

L'ANA-CEN demande que le niveau 3 soit retenu dans le projet.

M. CID regrette l'absence de bilan plus détaillé sur les schémas en cours. Il note que les calculs sont présentés de manière univoque sans expertise de tiers.

En matière d'équilibres territoriaux, il souligne que seuls 2 départements dont l'Ariège seront producteurs à l'horizon 2031.

De plus, s'agissant des enjeux environnementaux, la prise en compte de la problématique de l'eau est nécessaire dans l'élaboration du projet.

Aussi, le conseil départemental émet un avis défavorable sur ce schéma.

M. FRAYRE rend compte des observations de l'UNICEM sur ce projet (Annexe 4).

M. AUDOYE approuve l'orientation 1 qui tend à privilégier les renouvellements et les extensions par rapport à l'ouverture de nouvelles carrières. En effet, les gravières de roches massives ont un usage essentiellement local et le renouvellement ou l'extension permettrait de conserver cette proximité de production locale.

En matière de recyclage, le SRC présente des objectifs ambitieux. Toutefois, la réalisation de ces objectifs est conditionnée par leur prise en compte par la commande publique. En effet, les prescriptions intégrées dans les marchés publics représentent un frein à l'obtention des autorisations de recyclage des matériaux, soit pour des raisons économiques soit par un défaut de sensibilisation des maîtres d'ouvrage.

Le président confirme la nécessité d'une promotion de la revalorisation des produits recyclés dans le cadre de la commande publique.

M. ROUSSET rappelle que le projet de SRC prévoit plusieurs mesures relatives au recyclage des matériaux (orientation 2), comme la formation et l'information des maîtres d'ouvrage ainsi que la sensibilisation des donneurs d'ordre.

M. CID souligne que sensibiliser est important mais insuffisant. Il est nécessaire que l'État et les collectivités territoriales mettent les moyens nécessaires à disposition pour optimiser le recyclage.

M. CID remarque que la filière de recyclage est quasi-inexistante. M. AUDOYE préconise un maillage plus important en matière de plateformes de recyclage.

M. DELRIEU attire l'attention sur les carrières de roches ornementales et de construction. Ces carrières se situent en zones à très forts enjeux environnementaux. De plus, elles sont très mal desservies par le réseau routier ce qui implique un fort risque d'accidents. Les nuisances qu'elles génèrent suscitent une forte opposition locale. Aussi, ces carrières doivent rester d'usage local.

Les membres n'ayant plus d'observations, le projet de SRC est mis au vote et recueille un avis favorable à la majorité simple : 3 avis défavorables (M. CID, M. DELRIEU, M. PUJOL), une abstention (Mme TISON) et 5 avis favorables.

A 11h30, le Président remercie les participants de leur présence et lève la séance.

Le Président,



Dominique FOSSAT,  
Secrétaire Général de la préfecture

